

Archives, États et sociétés: les enjeux du XXIe siècle

par Bruno Delmas, professeur à l'École nationale des chartes (Paris-Sorbonne)
(Institut Fernando Henrique Cardoso, São Paulo, le 5 novembre 2007)

«Archives, États et sociétés: les enjeux du XXIe siècle», pourquoi ce titre qui réunit ces trois termes de façon insolite ? Quels sont les enjeux dans lesquels ces trois termes pourraient être associés?

Poser la question des archives en terme d'État cela se conçoit. Poser la question des archives en terme de société, on s'interroge. Mais ne pas évoquer l'histoire, la mémoire, quand on parle d'archives, on ne comprend plus.

Pourtant ce propos concernant les archives vise à faire prendre conscience que nous sommes aujourd'hui face à une triple rupture, à un triple basculement:

- le basculement de l'écriture, de ses supports et de la conservation de l'écrit;
- le basculement des usages sociaux de l'écrit;
- le basculement des États et de leur rôle.
- Il s'agit de montrer que ces trois ruptures ne sont pas isolées, séparées, indépendantes les unes des autres, mais que, au contraire, elles sont étroitement liées.

1. Le basculement de l'écriture, des langues et de leurs supports et de la conservation de l'écrit

Si nous parcourons l'histoire des civilisations, nous savons que les hommes ont déjà connu au cours de leur histoire plusieurs changements de supports de l'écriture, et avec ce changement, celui aussi des écritures et souvent des langues. Les trois phénomènes sont fréquemment liés:

- les tablettes d'argile de Mésopotamie associées à l'écriture cunéiforme, à une langue et à une civilisation;
- le papyrus et les tablettes de bois d'Égypte avec l'écriture démotique, la langue et la civilisation égyptienne, les tablettes de bois et le papyrus de la Grèce antique avec son écriture et sa langue, il en est de même de l'Empire romain et du haut Moyen Âge européen (je ne sais pour les Mayas et les Incas);
- le parchemin du Moyen Âge occidental à partir des VIIIe - IXe siècles;
- le papier des XIIe - XIVe siècles à nos jours.

Les civilisations ont une vie propre, les langues, les écritures et les supports aussi. Ces différentes vies ne sont pas cependant entièrement autonomes les unes par rapport aux autres. Les changements de support, d'écriture et de langue accompagnent parfois les changements de

civilisation. La langue latine a persisté au-delà de la civilisation et de l'écriture romaine, et elle a également changé plusieurs fois de supports.

Ces changements de supports, de langues et d'écriture, surtout s'ils sont liés, s'accompagnent de pertes considérables de connaissances. Connaissances historiques sur la société et ses hommes, mais aussi scientifiques et techniques. Que nous reste-t-il de l'héritage de l'Antiquité? Quelques épaves. Certes, il y a Platon, Aristote, Eschyle et Sophocle, en fait une partie de leur œuvre mais pour cela combien d'écrits et d'écrivains à jamais perdus? Tous les auteurs latins de l'Antiquité ne tiennent-ils pas dans quelques rayonnages de ma bibliothèque? Que nous reste-t-il des Mayas ou des Incas?

Les Mésopotamiens savaient résoudre des équations du second degré, quelques unes du troisième et même certaines du quatrième. Le savoir mathématique des Mésopotamiens, ne se retrouve pas, loin s'en faut, dans celui des Egyptiens qui, deux siècles plus tard, ne savaient plus résoudre que quelques équations du premier degré. Il a fallu quelques millénaires à l'humanité pour le redécouvrir, le retrouver.

Tout se passe comme si l'humanité avait périodiquement besoin d'une sorte d'immense purge, d'un gigantesque oubli pour se régénérer. A l'instar des théories bellicistes des XIXe et XXe siècles qui croyaient, croyance barbare, que les peuples avaient périodiquement besoin d'un bain de sang pour renaître. L'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie nous a fait repartir pratiquement à zéro.

Ainsi, tout changement de support, de langue, d'écriture, n'est pas neutre. Il peut accompagner des progrès, mais il comporte aussi une certitude de pertes massives de mémoire et de connaissances. Cette constatation historique nous pose des questions pour notre temps: qu'en est-il des changements actuels des supports électroniques et de l'écriture numérique du dernier tiers du XXe siècle? Quels risques de perte les États, les sociétés contemporaines devront subir et peuvent-elles courir, c'est-à-dire supporter.

Les mondes anciens, limités à des espaces restreints, à une population réduite, pouvaient peut-être se permettre cette perte, pourtant, qui en évaluera jamais les néfastes effets pour la communauté humaine? Le monde d'aujourd'hui planétaire, unifié dans la mondialisation, qui a atteint et connaît ses limites, peut-il se permettre de perdre des savoirs et des connaissances acquis au cours des siècles et que l'on abandonnerait parce qu'aujourd'hui, ils ne nous servent plus ou nous paraissent moins utiles. Par exemple les sciences fondamentales traditionnelles comme les sciences auxiliaires de l'histoire, qui ont pratiquement déserté l'enseignement universitaire (l'édition des textes/numérisation), les sciences naturelles etc. Il est vrai que d'autres formes d'approche et de connaissance ont vu le jour, mais faut-il les abandonner pour autant? N'ont-elles plus rien à nous dire? Mais surtout, tous les savoirs et toutes les données accumulés au fil des siècles dans les archives, sollicités par les sciences traditionnelles n'ont-elles plus rien à leur apporter? Et les critères de tri et de sélection définis

à l'aune des problématiques des anciennes disciplines ne doivent-ils pas eux aussi être redéfinis et complétés selon les besoins des nouvelles?

Au début des années 1980, une étude de l'entreprise Électricité de France (EDF) annonçait la disparition de l'usage du papier autour de l'année 2005. Ce qui se passe aujourd'hui semble confirmer cette prévision. Nous sommes en train de basculer du papier au numérique. Ou plus exactement, une part sans cesse croissante des documents que nous utilisons quotidiennement, dans tous les moments de notre vie (celle des individus comme celle des entreprises ou de l'administration), est composée, tous les jours un peu plus, par des documents numériques. Cela n'est pas grave en soi. On continue d'utiliser massivement le papier comme on a continué à utiliser les tablettes de cire de l'Antiquité jusqu'au XIVe siècle en Europe, et même au-delà.

Mais, ce que l'on mémorise est également en train de changer d'écriture et de langue. On a pu retrouver dans des tombes et déchiffrer des papyrus égyptiens, on a pu retrouver en Écosse des tablettes de bois de soldats romains, et des écorces de bouleau du XVe siècle dans la terre gelée de Nijni-Novgorod, mais ce ne sont que des épaves. On pourra sans doute retrouver des disques ou des bandes numériques, et on arrivera peut-être à les déchiffrer. Mais ce ne seront que des épaves, car jamais les documents n'ont été aussi fragiles que le sont les documents numériques. Pouvons nous, pourrions nous nous contenter de retrouver des épaves des connaissances accumulées par les activités de notre temps?

Cette rupture de support, d'écriture et de langue risque, comme par le passé, plus que par le passé, de s'accompagner de pertes massives de mémoire. Mais ce qui est nouveau, c'est que, non seulement une large part de ce qui ne passera pas sur le nouveau support numérique, risque d'être perdu, mais que risque d'être perdu aussi, ce qui sera sur le support numérique lui-même, non pas par ce que trop volumineux, difficilement exploitable, jugée peu utile, mais surtout parce que le nouveau support -paradoxalement parce qu'il dépend de machines-, est pour le moment le plus instable de tous ceux que nous avons connus. Or, à ce double risque de perte s'ajoute le fait que, parallèlement, jamais dans l'histoire nous n'avons confié autant de nos intérêts à l'écrit.

En effet, à côté de l'écrit, du chiffre et du dessin, le XIXe et le XXe siècles nous ont apporté de nouveaux supports, de nouvelles écritures, de nouveaux langages et de nouveaux documents : l'image photographique, l'enregistrement du son et celui de l'image animée. Ils nous ont donné à profusion des images de l'invisible: celles de l'infiniment petit (micrographie), de l'infiniment grand (images de l'espace), de l'infiniment lointain (astrophotographie), de l'infiniment caché (radiographies, scanners et lasers, etc.), sans oublier tous les sons inaudibles (ultrasons et infra sons). Ils nous ont apporté des données et des chiffres décrivant des phénomènes indécélables: sismographes, électrocardiogrammes et électroencéphalographes, lumières orphelines d'astres éteints.

Tous ces documents nouveaux, sans précédents dans l'histoire de l'humanité, sont des apports ou des sources de connaissance. Ils sont restés en majorité sur des supports papiers. Aujourd'hui, tout converge et bascule dans le numérique et ce basculement du quotidien concerne aussi ce que l'on a mémorisé.

Les supports, physiques et logiques, les formats et les logiciels se périment et changent tellement vite que la durée de récupération des documents anciens se réduit sans cesse. Les documents deviennent rapidement indéchiffrables, raison de plus pour ne pas les conserver! Les fichiers électroniques personnels ne survivront, le plus souvent, pas plus que ne survivaient les papyrus des personnes que l'on enterrait en Égypte avec leur producteur pour les accompagner dans le séjour des morts, et pas plus que ne survivent de nos jours les papiers privés.

Certes, la dépendance à la machine présente, à côté de ses contraintes, des avantages nouveaux. Le marché met en place des serveurs électroniques de plus en plus puissants pour permettre aux individus, comme aux entreprises et aux administrations, de conserver leurs documents numériques, mais la maintenance de ces systèmes et les migrations de données sont de plus en plus onéreuses.

Mais nous n'en sommes qu'au début. Certes la technique, face à la pression et à la nécessité inventera sans doute des solutions moins onéreuses et plus fiables et une nouvelle économie de l'archivage se mettra en place. Mais qu'aurons nous perdu dans le passage, dans le basculement, dans cet âge intermédiaire que connaissent bien les archivistes, mais qui se pose ici en termes planétaires? Les avantages des nouveaux supports sont tellement évidents et incontestables que nous ne voulons pas voir, entendre, envisager ce risque immense qui gâcherait notre enthousiasme.

En attendant, nous sommes bel et bien face à une rupture de support, à un changement de civilisation, à un grand passage, risque majeur de perte de mémoire et de régression, et nous en sommes conscients. L'homme maître du monde perdra-t-il sa mémoire?

Orphée refera-t-il passer le Styx à Eurydice dans la barque de Charon?

2. Le basculement des usages sociaux des archives

Les usages des archives, qui conduisent à leur garde, et à la création d'institutions de conservation, sont comme on sait multiples. D'une façon classique, dans la civilisation contemporaine, on les caractérise par les quatre infinitifs suivants: prouver, se souvenir, connaître, s'identifier. Ces usages ne se sont pas révélés en même temps. Ils sont apparus successivement au cours du temps.

Lorsque, après la chute et la décomposition de l'Empire romain et l'effacement de l'usage de l'écrit, de

nouvelles structures étatiques se sont progressivement constituées, la finalité de la preuve juridique a été la première à réapparaître. La preuve juridique a présidé au haut Moyen Age européen à la constitution des chartiers ecclésiastiques, essentiellement constitués de titres (donations, reconnaissances, etc.), puis, à partir du Xe siècle, à celle des «trésors des chartes» laïcs, royaux et princiers.

Dans un deuxième temps, avec la consolidation des États, et à l'image de ce qui se faisait à Rome ou en Avignon, à la Curie et dans les services de la Papauté, le besoin du souvenir de ce que l'on avait fait et décidé, s'est progressivement imposé. Il a suscité le développement de la confection de cartulaires (XIIe s.), c'est-à-dire de recueils d'une sélection des documents les plus importants, produits ou reçus, puis à la mise en place de procédures d'enregistrement (XIIIe siècle) d'abord partielles puis de plus en plus systématiques. Ce nouvel usage d'une mémoire administrative est venu s'ajouter au précédent, l'usage juridique, qui lui aussi n'a cessé de se développer.

C'est au moment de la Renaissance, de la découverte du Nouveau Monde, de la diffusion de l'imprimerie, de la Réforme protestante et de la contre réforme catholique (fin XVe -XVIe siècles), puis de la révolution scientifique du XVIIe siècle, que les archives ont vu se développer une troisième finalité: celle de la connaissance. Les Humanistes avec les débuts de la critique des textes (éditions de la Bible, des auteurs antiques), les Bollandistes avec les *Acta Sanctorum*, puis les bénédictins mauristes avec la publication de sources déterminent l'apparition de la diplomatique (Mabillon) et la publication des actes des rois de France. Ceci va donner naissance, à la fin du XIXe siècle, à la suite des idées développées par Auguste Comte, aux sciences auxiliaires de l'histoire, à l'histoire positiviste qui se veut scientifique.

A ces trois usages, la Révolution française et le mouvement romantique en Europe en ajoutent un dernier: l'identité. Après les bouleversements de la Révolution française et du premier Empire, le besoin de «renouer le fil des temps» suscite l'essor de la généalogie, et, dans l'Europe du printemps des peuples, ceux-ci ont besoin d'incarner leur identité dans une nation. Les nationalités s'éveillent, le besoin social de remonter aux origines des nations par l'histoire, s'impose pour fonder à la fois la cohésion sociale dans une société que la révolution industrielle commence de déstabiliser et pour asseoir dans une démarche scientifique des régimes plus démocratiques et, en France, la République.

Ainsi quatre usages fondamentaux des archives se constituent progressivement au cours de quelque quinze siècles. Ils se sont développés dans la lente conquête de l'écrit sur le domaine de l'oral, à mesure que les personnes s'éloignaient, que les échanges s'étendaient, que les affaires devenaient plus complexes, que le besoin d'une mémoire précise et irréfutable s'imposait pour la vie de la société.

Mais aujourd'hui, ces quatre usages vivent tous une révolution, une rupture. On ne se trouve plus dans une logique d'ajouts d'usages nouveaux à des usages anciens. Aujourd'hui, ces quatre usages sont confrontés à des mutations qualitatives et quantitatives majeures.

La «judiciarisation» de la société étend chaque jour les domaines d'intervention de la preuve juridique. L'évolution de la société fait tomber en France les derniers îlots de coutume (ex. Corse) et entraîne une inflation de la masse documentaire.

L'instabilité croissante des vies individuelles, des familles, des entreprises ou des administrations, à l'inverse l'allongement des durées de la vie des personnes, de l'instruction des affaires, de leur réalisation et de leur gestion, instituent de plus en plus les archives comme le seul recours existant, la seule mémoire fiable, pour assurer l'indispensable continuité.

L'utilité des archives ne se limite plus au rôle de ressource pour la recherche historique. Aujourd'hui, toutes les disciplines, traditionnelles comme les nouvelles, tous les domaines de la connaissance: culturelle, littéraire, juridique, scientifique, médicale, technique, ont intégré la dimension historique de leur discipline tant dans le domaine du matériel scientifique utilisé que dans leurs problématiques. L'utilité historique, au sens traditionnel du terme histoire, n'est plus qu'une composante, certes majeure de l'utilité des archives. Toutes les questions, liées par exemple à l'environnement, doivent incorporer une dimension historique.

Enfin, l'instabilité, l'insécurité, les tensions et les contradictions du monde contemporain qu'elles créent dans la vie et l'histoire, parfois douloureuse et tragique des personnes (Freud), mais aussi des communautés et des pays, pose aux identités des uns et des autres, des problèmes de mémoire, de reconnaissance, voire de revendication ou de repentance.

Ainsi, les usages sociaux des archives se posent en des termes nouveaux, plus universels, plus multiformes, plus fréquents que par le passé. Mais comment pourront-ils être, sans supports, sans documents, sans archives?

3. Le basculement des États

La troisième rupture est celle des États eux-mêmes. Jusqu'à présent, les archives et l'écrit en général ont, de temps immémorial, accompagné le développement des États. Elles ont été l'instrument de leur construction comme de leur pérennité (Mésopotamie, Egypte, cités grecques, empire romain, etc.). La décadence des États s'y est accompagnée d'une décadence de l'écrit. Celle-ci ne la précède pas, mais la suit. De même, la renaissance des États s'accompagne de la renaissance de l'usage de l'écrit et de sa conservation. Car l'écrit, c'est-à-dire l'enregistrement des hommes et des faits, comme l'a

montré Jack Goody, permet le contrôle des hommes comme des territoires, la collecte des impôts et le financement des moyens, et les actions de grande ampleur. Les États ont besoin des archives pour perdurer, les sociétés modernes complexes ont besoin des archives pour fonctionner.

Dans le monde occidental, le rôle des États est contesté. En Europe, il a été entaché d'illégitimité auprès des populations, à la suite des deux conflits mondiaux du XXe siècle. Il perd sa légitimité par son impuissance à régler les questions sur lesquelles il s'était édifié au cours des siècles passés: assurer le droit et la justice pour tous, l'ordre intérieur et la «police», la citoyenneté, l'égalité et la solidarité, la défense des intérêts des citoyens et la paix extérieure, en un mot, la vie et le progrès de la société.

Aujourd'hui, la globalisation des échanges et l'ouverture à la concurrence des économies, le développement d'une vie internationale pour préserver la paix entre les peuples, faire face aux problèmes de l'environnement, développer des projets d'intérêt général (stations orbitales) contrebalancer dans l'intérêt général le poids des entreprises multinationales, assurer une solidarité internationale, remet en cause les modèles d'organisation économique, sociale et culturelle des États, modèles hérités du XIXe siècle, avec d'autant plus de difficultés que ces États sont plus anciens, et que leur organisation s'est lentement formée.

En partie enfermés dans leur ancien rôle, eux et leurs peuples peinent à discerner ce qui, dans leurs attributions régaliennes, n'est plus ou ne doit plus devenir qu'une coquille vide. Ils peinent à concevoir les espaces nouveaux où ils devraient se repositionner. Si assurer l'identité et l'unité d'un peuple et sa sécurité matérielle est une nécessité, assurer son existence et sa présence, comme composante d'une vie internationale régulée est également indispensable. Car même s'il y a un jour une gouvernance mondiale, elle devra bien passer par des relais auprès des peuples. La notion de peuple n'est-elle pas subjective, mouvante, incertaine et risque de soulever plus de problèmes qu'elle n'apporte de solution?

A côté de cela, la complexité même d'un monde globalisé impose aux États des mutations et des abandons, mais ils ont du mal à dégager et convaincre les acteurs sociaux des mutations qui en découlent: maîtriser les projets, arbitrer les conflits dans les maladies professionnelles, légiférer législation générale, développer et garantir des droits nouveaux aux citoyens dans des contextes sociaux nouveaux, assurer la traçabilité des actions et des choses, conserver et faire fructifier tous les savoirs accumulés dans les archives, archives publiques, mais aussi archives privées qui sont, pour une large part, la condition de tout ce qui précède: décentralisation, libéralisation et privatisation.

La nouveauté même de ces remises en cause radicales ne permet pas de mesurer jusqu'où il est possible et souhaitable d'aller. La querelle des anciens et des modernes se trouve exacerbée entre les admirateurs sans mesure de la nouveauté et ceux qui ont du mal psychologiquement et

intellectuellement, ou parce que leurs intérêts sont touchés, à admettre la moindre concession à la modernité, au changement.

Une énorme tension existe dans les sociétés. Elle accapare les énergies et empêche de prendre le recul nécessaire. Aussi les problèmes fondamentaux sont souvent laissés de côté au bénéfice du court terme. Les basculements dont nous avons parlé: des supports, des usages et des États ne sont pas perçus comme vitaux. Ne va-t-on pas vers une nouvelle fracture sociale, celle de la mémoire? Un des rôles nouveaux des États est bien là.

Il y aura les individus, les entreprises, les pays qui sauront gérer leur mémoire et leurs archives et pourront maîtriser leur avenir. Il y aura les nouveaux pauvres, à l'image des pauvres actuels, mais plus dramatiquement encore, sans papiers, sans état civil, etc. sans mémoire, certains le sont déjà, impuissants et jouets des événements de la vie. C'est pourquoi, on voit certaines communautés essayer à toutes force de se constituer des mémoires et des lieux de mémoire. Mais une telle misère n'épargne pas les États, et eux aussi auront à en souffrir.

Pour conclure, nous avons tous à l'esprit l'annonce faite au début de l'été de la perte de 50 millions de dossiers de retraite des Japonais. La démonstration est là: gigantesque problème de support, incommensurables problèmes sociaux, des millions de personnes lésées, ruinées, spoliées, une immense injustice sociale, un État mis en accusation par le corps social, alors qu'il n'y est pour rien, je pense, et qui va devoir reconstituer à grands frais, ce qu'il n'a pas su conserver à petits frais. Quelle leçon pour nous tous que nous donne un des pays les plus avancés dans la modernité! Nous basculons d'une société qui, depuis l'invention de l'imprimerie, était fondée sur l'accumulation des connaissances et dont les bibliothèques étaient l'organe vital dans une société fondée sur l'accumulation des données et dont les services d'archives sont les organes essentiels.

Les archives, toutes les archives d'un pays sont en train de devenir pour les États, un des enjeux majeurs du développement des sociétés qu'ils ont la responsabilité de faire vivre, et ce problème est aussi un problème international. Mais en ont-ils conscience?

Orphée doit regarder devant lui pour affronter l'avenir.

Mais il ne doit pas lâcher la main d'Eurydice, car sans elle, nous le savons, il n'a pas d'avenir.